



**PEACE BUILDING FUND (PBF)
BURUNDI.
ANNUAL PROJECT NARRATIVE PROGRESS REPORT**

Recipient UN Organization:

PNUD

PBF Priority Area (where applicable):

Appui à la décentralisation et la gouvernance locale, en vue de contribuer à la consolidation de la paix.

PBF Project No.: PBF/BDI/A-7

MDTF Office Atlas No: 00066647

PBF Project Title: Appui à l'amélioration de la qualité des services publics locaux.

Report Number: TWO

Reporting Period:

1st January 2009 to 31 December 2009

Project Budget (PBF):

\$3,000,000

List Implementing Partners:

BINUB, Ministère de l'Intérieur; Ministère de la décentralisation et du développement communal ; les professionnels des medias, les OSC ; les services provinciaux, les communes, les partenaires au développement qui travaillent dans l'appui des collectivités locales.

Project Coverage/Scope:

Couverture Nationale

Abbreviations and acronyms:

- ABELO: Association Burundaise des élus locaux
- OSC : Organisation de la société civile
- PRADECS : Programme d'appui au développement économique et social
- PTPCE : Projet des travaux publics et de création d'emploi.
- PTPGU : Projet des travaux publics et de gestion urbaine.
- CISNU : Centre intégré du système des nations unies, chargé de la passation et la gestion des marchés.

Project Duration/Closed Project:

- **Date de début opérationnel:** 1 Septembre 2008
- **Date prévue pour la clôture:** 31 Décembre 2009
- **Extension :** 30 Avril 2010

I. Purpose

Objectif général :

Améliorer la qualité des services publics locaux et créer un cadre propice pour la collaboration entre les acteurs locaux, de manière à favoriser l'appropriation de la décentralisation par la population ; et l'utilisation de la commune comme instrument de réconciliation et d'harmonisation de leurs intérêts.

Objectif spécifique 1 :

Clarifier les rôles et responsabilités des gestionnaires des entités décentralisées pour mettre fin à l'instabilité générée par leurs conflits et appuyer la dynamique de regroupement des élus locaux de manière à permettre une meilleure gouvernance locale pour un partage des bonnes pratiques.

Résultats attendus :

- Les acteurs de la décentralisation sont identifiés et leurs rôles déterminés.
- Les relations entre acteurs sont comprises et apaisées.
- Les textes relatifs à la décentralisation sont bien diffusés et bien connus.

Objectif spécifique 2 :

Renforcer les capacités des services d'état civil pour disposer de données statistiques fiables pour la planification du développement communal et la gestion du processus démocratique.

Résultats attendus :

- L'état civil est mieux tenu par les officiers et agents de l'état civil.
- Les techniques d'archivage de l'état civil sont améliorées.
- La population comprend mieux les services dont elle peut bénéficier.

Objectif spécifique 3 :

Construire cinq bureaux communaux et réhabiliter quatorze autres pour doter l'administration de locaux équipés et fonctionnels afin d'en faire des centres d'accueil et d'information de la population et offrir des services adéquats aux usagers.

Résultats attendus :

- Les 5 bureaux communaux retenus sont construits.
- Les 14 bureaux communaux retenus sont réhabilités.
- Les 19 bureaux sont dotés d'équipements mobiliers.

Explain how the project relates to the PBF Priority Plan (where applicable)

Le présent projet est un appui à l'opérationnalisation des dispositions de la Lettre et du Document de Politique Nationale de la Décentralisation, en ce qui concerne ses dispositions relatives à la clarification institutionnelle à établir entre les deux ordres de l'administration, à l'institutionnalisation des canaux de communications entre les élus locaux et le pouvoir central, au renforcement des capacités des structures locales et à leur autonomisation progressive. L'ignorance, par les acteurs, de leurs rôles et responsabilités, les abus commis par certains acteurs dans l'exercice de leurs fonctions et les frustrations sont source de tensions et d'un contexte conflictuel nuisibles à une gestion apaisée des relations au niveau local. En clarifiant davantage les rôles et les prérogatives de chaque acteur et en donnant les bases de viabilité et d'autonomie de fonctionnement aux communes, le projet concrétise le formidable potentiel que constitue une décentralisation ancrée dans les réalités locales. Il contribue à apporter plus de

lisibilité et une mise en œuvre plus effective des principaux textes régissant la décentralisation, réduisant ainsi les conflits de compétences entre les élus locaux et les autres responsables administratifs et politiques. Le projet vise aussi à introduire chez l'autorité à la base, le réflexe de remplir sa propre mission, d'assurer une gestion synergique de la chose publique, d'éviter les discordes basées sur les clivages politiques, ethniques, religieux, régionaux, enfin de parvenir à la résolution pacifique des différends par la recherche du compromis et non par la confrontation violente.

Indicate the main implementing partners, their roles and responsibilities, and their interaction with the Recipient UN Organizations.

Les partenaires principaux dans la réalisation du Projet sont : le ministère de l'Intérieur, le ministère de la décentralisation et du développement communal, ainsi que les 129 communes du Burundi.

II. Resources

Financial Resources:

Provide information on other funding resources available to the project, if applicable.

Le volet d'état civil a été appuyé en partie par le « thematic trust fund » (TTF) à un niveau de 300.000 US\$.

Human Resources:

National Staff: Provide details on the number and type (operation/programme)

- 1 coordonnateur du projet.
- 1 chargé de projet PBF
- 1 chargé de projet TTF
- 1 assistante administrative et financière
- 1 assistante administrative.

International Staff: Provide details on the number and type (operation/programme)

- 1 project manager

III. Implementation and Monitoring Arrangements

Summarize the implementation mechanisms primarily utilized and how they are adapted to achieve maximum impact given the challenging operating context.

Le projet est mis en œuvre conjointement avec le BINUB. Le PNUD a la responsabilité finale auprès du siège pour les aspects programmatiques et financiers. Une unité de gestion a été recrutée et composée d'un coordonnateur national, d'un chargé de projet, d'une assistante administrative et financière, et d'une assistante administrative. L'Unité a travaillé d'abord sous la responsabilité du Project Manager qui était le Chef de l'Unité Décentralisation et Gouvernance Locale ; et puis par la suite sous la responsabilité du Project manager, chef de la gouvernance administrative de la Section intégrée Paix et Gouvernance du BINUB où est logé le projet.

L'équipe du projet travaille en proche collaboration avec les principaux bénéficiaires à savoir le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal, les provinces et les communes, l'association burundaise des élus locaux (ABELO), ainsi que les autres partenaires qui interviennent dans la décentralisation et la gouvernance locale, tels que : le

PRADECS de la Banque mondiale, le programme Gutwara neza de l'Union européenne, Twitezimbere avec un financement de la Suisse, le PTPCE et le PTPGU de la Banque mondiale, etc.

Provide details on the procurement procedures utilized and explain variances in standard procedures.

Les procédures d'approvisionnement pour le compte du projet sont essentiellement assurées par le CISNU, et respectent les standards et normes du système des Nations Unies.

Provide details on the monitoring system(s) that are being used and how you identify and incorporate lessons learned into the ongoing project.

Le suivi de l'exécution de projet s'effectue à divers niveaux à savoir :

- Comité technique de suivi co-présidé par le Directeur National du Projet représentant le Gouvernement (Ministère de l'Intérieur) et le Chef de la Section intégrée Paix et Gouvernance représentant le BINUB. Il a comme premier rôle la supervision stratégique de la mise en œuvre du projet, ainsi que l'approbation des plans de travail du projet, le suivi régulier des performances, le règlement de tous différends qui peuvent survenir, ainsi que la facilitation de la coordination entre les partenaires et les autres acteurs nationaux ou internationaux impliqués dans la mise en œuvre du projet.
- Les différents services du PNUD ainsi que le point focal du projet au niveau de cette agence, et qui est un chargé de programme spécialement désigné pour jouer le rôle d'interface entre l'équipe du projet et le PNUD.
- Les rapports trimestriels de l'état d'avancement du Projet.
- Les fiches de rapports mensuels pour le suivi et évaluation du Projet.

Report on any assessments, evaluations or studies undertaken.

Une mission d'évaluation du Projet a été réalisée dans le cadre globale des projets du Fonds fiduciaire de consolidation de la paix. Le rapport provisoire indique des résultats de performances satisfaisants. Dans le même cadre, un sondage a été réalisé auprès des communes bénéficiaires ; leur appréciation est positive. Il en est de même pour les partenaires gouvernementaux.

IV. Results

Provide a summary of project progress in relation to planned outcomes and outputs; explain any variance in achieved versus planned outputs during the reporting period.

L'impact des activités du projet transparait à travers:

- Les rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation ont été mieux compris à travers 6.934 participants aux 146 ateliers communaux et provinciaux d'échanges et d'informations.
- Les différents acteurs ont été informés sur les avantages et opportunités offertes par la décentralisation et la gouvernance locale.
- Un réseau des élues locales a été mis en place, pour l'inclusion systématique du genre à ce niveau dans la prise de décisions et la gestion des affaires publiques locales.

- Une meilleure compréhension et une dissémination accrue de l'information sur la décentralisation et la gouvernance locale a été réalisée à travers la création de deux réseaux : celui des journalistes et le réseau des organisations de la société civile pour la décentralisation et la gouvernance locale.
- Les prestations des services d'état civil rendues aux citoyens sont en cours d'amélioration à travers la formation de 850 contrôleurs, officiers adjoints et agents d'état civil, en ce qui concerne la gestion des données d'état civil ; mais également sur les techniques d'archivage, et le matériel adéquat qui a été fourni aux communes.
- Formation et sensibilisation de 129 administrateurs communaux sur l'importance de l'état civil, ainsi que sur leurs rôles et responsabilités personnels et officiels dans la collecte, l'authentification et gestion des données d'état civil à la base.
- Les travaux de construction et de réhabilitation des bureaux communaux ont avancé à un rythme régulier et satisfaisant malgré les difficultés liés au démarrage : les réceptions techniques de tous les bureaux communaux ont été réalisées au cours du troisième et quatrième trimestre 2009.

Les activités déjà réalisées correspondent aux produits attendus et concernent principalement :

1. La clarification des rôles et responsabilités.

L'objectif ultime de clarifier les rôles et responsabilités des gestionnaires des entités décentralisées est de pouvoir mettre fin à l'instabilité générée par leurs conflits et appuyer la dynamique de regroupement des élus locaux, de manière à permettre une meilleure gouvernance locale pour un partage de bonnes pratiques.

A ce niveau, un certain nombre d'actions ont été menées à savoir :

- L'amélioration de l'accès à la bonne information à travers la mise à disposition de 7500 exemplaires du Recueil des textes réglementaires et législatifs régissant la décentralisation au Burundi. Ce document a été remis au Gouvernement dans un premier temps au cours d'une cérémonie officielle. Par la suite ce document a été diffusé à travers toutes les provinces et toutes les communes du Pays lors des missions conjointes effectuées pour garantir la disponibilité de cet important outil auprès des utilisateurs. Compte tenu que ce document a été apprécié et sollicité par plusieurs usagers, le gouvernement a fait une requête auprès du PNUD pour disposer d'autres exemplaires; C'est dans ce cadre que le Projet se prépare pour faire imprimer une deuxième édition.
- Parallèlement, le processus de traduction du Recueil en langue nationale pour être accessible au plus grand nombre, a été finalisé. La version définitive du document traduit a été transmise aux autorités compétentes et a été validée. Le document est prêt pour son impression.
- Le Projet a également appuyé la mise en place d'un réseau des femmes élues locales. L'assemblée constituante a élu son comité exécutif au quatrième trimestre 2009.

2. Le renforcement des capacités des services d'état civil.

Il est nécessaire de rappeler que le renforcement des capacités des services d'état civil permettra de disposer des données statistiques fiables pour la planification du développement communal d'une part, et la gestion du processus démocratique d'autre part.

Une mission conjointe composée des représentants du Ministère de l'Intérieur à travers le Département de la Population, et de l'équipe de projet a organisé dix sept ateliers provinciaux de formation des contrôleurs, des officier adjoints et des agents d'état civil à travers tout le pays. Les services rendus aux citoyens sont ainsi améliorés.

Un certain nombre d'équipements et outils, tels que les registres des actes d'état civil, les armoires, les tenues des officiers d'état civil (toges), les ordinateurs et leurs accessoires ont été commandés et livrés pour améliorer le fonctionnement et l'archivage au niveau des services de l'état civil à travers le pays.

Plusieurs études et documents ont été produits dont le guide de l'état civil. Cela va permettre de mettre à disposition des outils de travail de référence aux gestionnaires des services d'état civil, en vue d'améliorer les services publics locaux.

3. La construction et la réhabilitation des bureaux communaux.

L'objectif de construire cinq bureaux communaux et d'en réhabiliter quatorze est une contribution du Projet en vue de doter l'administration, de locaux viables et fonctionnels, afin d'en faire des centres d'accueil et d'informations de la population ; et offrir des services adéquats aux usagers.

Une équipe conjointe composée des représentants du Projet BDI/ A-7, des représentants du Ministère de l'Intérieur, en collaboration avec le Centre des Services du PNUD a réalisé dans les provinces et les 19 communes des visites régulières de suivi des Entreprises. Ces missions ont permis de se rassurer de la bonne exécution des travaux.

Tous les chantiers de construction et/ ou de réhabilitation de 19 bureaux communaux se sont bien clôturés au cours du troisième et quatrième trimestre 2009.

Report on progress made toward the achievement of specific medium-term outcomes of the project as a result of the achieved short-term outputs during this reporting period.

- Les documents de base pour la clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation ont été distribués à travers toutes les communes du Pays.
- Plusieurs séances d'échanges et de clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation ont été organisées au courant de l'année, conjointement avec les Ministères de l'Intérieur, et de la décentralisation et avec l'appui du Projet. Les participants ont bien appréciés les résultats de ces échanges.
- Une forte participation et un grand enthousiasme des participants dans les différentes formations des gestionnaires des services d'état civil ont été enregistrés.
- Les usagers des bureaux communaux sont très satisfaits des infrastructures qui viennent d'être construites par le projet.

Explain, if relevant, delays in project implementation, the nature of the constraints, lessons learned in the process and actions taken to mitigate future delays.

Une contrainte est liée au budget prévisionnel pour la construction et la réhabilitation des bureaux communaux. Compte tenu que les bénéficiaires des bureaux communaux ont souhaité

des améliorations substantielles, les réalisations ont pris un peu plus de temps que prévu. Aussi, les demandes des travaux supplémentaires tels que les clôtures et autres n'ont pas pu être satisfaites.

Une autre contrainte est dû essentiellement à la hausse des coûts des matériaux de construction observée au cours de l'année 2009.

Il est important de noter que l'amélioration des conditions d'accueil des populations, par la construction ou la réhabilitation des bureaux communaux, va toucher un bon nombre de communes par le biais du Projet et d'autres partenaires au développement ; mais il semble nécessaire de chercher des financements pour les 14 autres communes qui sont dans un état pitoyable et qui n'ont pas pu bénéficier d'un appui quelconque dans ce sens.

List the key partnerships and collaborations, and explain how such relationships impact on the achievement of results.

1. Ministère de l'Intérieur ;
2. Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal.
3. Les provinces et Communes
4. Médias
5. ABELO

Tous ces partenaires ont été associés dès la conception du projet, avec la facilitation du Ministère de l'Intérieur et du Sénat. Les partenaires ont été des acteurs actifs en tant que participants directs dans la mise en œuvre du projet tels que le renforcement des capacités à travers les formations (en techniques de gestion d'état civil, et des archives) ; propositions concrètes d'amélioration de la qualité des services publics locaux au cours des séminaires et ateliers ; la clarification des rôles et responsabilité des acteurs de la décentralisation ; suivi des constructions des bureaux communaux et engagement à entretenir les infrastructures et les équipements ; Participation à la production des outils de référence et de travail pour les communes tels que le guide de l'état civil et le guide de l' élu local.

V. Future Work Plan

Summarize the projected activities and expenditures for the following reporting period (1 January-31 December 2009), indicating any major adjustments in strategies, targets or key outcomes and outputs planned.

Il n'y a pas pratiquement de changements dans les activités projetées ni dans les cibles et produits.

V.1. Priorités pour les prochains mois parce que le projet devrait être clôturé le 30 avril 2010.

- **Rôles et responsabilités :**
- Le projet va procéder à l'impression du guide de l' élu local ainsi que la deuxième édition du recueil des textes sur la décentralisation

Aussi, les efforts entamés pour la mise en place de l'Association Burundaise pour les élus locaux vont se poursuivre à travers l'appui du réseau des femmes élues locales.

- **Renforcement des capacités des services d'état civil :**

La priorité pour le premier trimestre 2010 sera de faire l'impression du guide de l'état civil ; la formation en informatique des contrôleurs provinciaux et des autres gestionnaires des services d'état civil

- **Construction et réhabilitation des bureaux communaux :**

Au cours du premier trimestre 2010, il est prévu l'équipement de tous les bureaux des communes dont le projet a construit ou réhabilité.

Le plan prévisionnel des activités pour 2010 ainsi que le budget y relatif se trouve en annexe.

- Annexe 1 : **PLAN DE TRAVAIL POUR L'ANNEE 2010 (JANVIER A AVRIL)**

ANNEXE 1

Projet BDI/A-7: Projet d'Appui à l'Amélioration de la Qualité des Services Publics Locaux.

PLAN DE TRAVAIL POUR L'ANNEE 2010 (JANVIER A AVRIL)

Objectifs	Activités	Budget USD	Janvier	Février	Mars	Avril	Observations
1. Clarifier les rôles et responsabilités (R&R) des acteurs de la décentralisation et appuyer la dynamique de regroupement des élus locaux.	1.1. Organiser l'atelier national sur les rôles et responsabilités	12,000					L'atelier national est en cours de préparation en collaboration avec les partenaires gouvernementaux
	1.2. Diffusion de 15 sketches TV de sensibilisation sur les R&R.	25,000					Les sketches sont en cours de production par l'agence de communication.
	1.3. Diffuser un documentaire TV en Kirundi et en Français	25,000					Le document est en cours de production par l'agence de communication
	1.4. Organiser l'impression et la distribution du guide de l'élu local	15,000					Le guide de l'élu local a été validé le 30 décembre 2009. Le document est en cours de finalisation.
	1.5. Multiplier le recueil des textes sur la décentralisation en Kirundi (3000 ex) et en Français (4000 ex)	24,000					L'imprimeur RPP a été déjà notifié.
2. Renforcer les capacités des services communaux en matière d'état civil.	2.1. Equiper les centres pilotes d'archivage en mobilier de bureau.	138,434					Le dossier est en cours de relance.
	2.2. Organiser les activités en rapport avec la validation, la production et la multiplication du guide d'état civil en 3000 exemplaires.	7,500					Une séance de validation du guide est prévue pour le mardi 12 janvier 2010.
	Assurer la formation des contrôleurs et agents d'état civil en informatique, le contrôle et la configuration des ordinateurs destinés aux communes-cibles.	65,000					La formation est programmée à partir du 18 janvier 2010.
3. Construire 5 et réhabiliter 14 bureaux communaux.	3.1. Payer les frais de suivi pour le transport et la distribution de l'équipement mobilier des bureaux réhabilités et construits.	10,000					Des missions de travail avec les bénéficiaires et les élus locaux sont prévus pour les préparatifs de distribution, réception et remise et reprise des équipements dans les communes.

	3.3. Organiser les cérémonies de remise des bâtiments réhabilités/construits aux 19 membres des conseils communaux et les représentants des élus locaux.	36,500					Les cérémonies de remise des travaux, des plans des bâtiments actualisés, des plans d'entretien et des plans de recollement seront organisées en avril 2010.
	3.4. Organiser la réception officielle des travaux de construction et réhabilitation.	12,000					La réception officielle rehaussée par la présence du chef de l'Etat ou d'un Vice Président et des membres du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale est prévue après l'équipement des bureaux communaux en mobiliers en commande.
4. Assurer la gestion et la coordination	Fonctionnement de l'Unité de Gestion du Projet.	75,000					
TOTAL GENERAL	BUDGET POUR L'ANNEE 2010	445,434					